

Arguments pour la lutte sociale n° 13 du 12 septembre 2015

A nos lecteurs : nous reprenons une parution régulière, en règle générale hebdomadaire. Le retard à la rentrée est du ... à la rentrée, et au fait que les rédacteurs et contributeurs sont des militants syndicaux confrontés aux «réalités du terrain», comme on dit. C'est d'ailleurs là une source majeure de nos analyses, même quand elles se situent au niveau le plus global !

Merci par avance de vos réactions, compléments, critiques et contributions.

Mort du blairisme, printemps du Labour

La victoire de Jeremy Corbyn est sans appel. Dans les trois dernières semaines, toutes les tentatives de calomnies et les manœuvres bureaucratiques d'interdiction de vote, parfois à l'encontre de vieux militants travaillistes soudain traités d'infiltrés, se sont retournées en leur contraire et ont renforcé le mouvement pour Corbyn, sa victoire semblait acquise et les *bookmakers* l'avait intégrée. Les résultats sont :

Rés.1 ^{er} tour	Membres du parti	Supporteurs ayant payé une contribution de 3 £	Affiliés par le canal syndical	Total	%
BURNHAM, Andy	55,698	6,160	18,604	80,462	19.0%
COOPER, Yvette	54,470	8,415	9,043	71,928	17.0%
CORBYN, Jeremy	121,751	88,449	41,217	251,417	59.5%
KENDALL, Liz	13,601	2,574	2,682	18,857	4.5%
TOTAL	245,520	105,598	71,546	422,664	

On remarquera l'écrasement de la candidature ouvertement blairiste de Liz Kendall. Sur les réseaux sociaux, les militants britanniques exultaient et faisaient circuler la photographie de l'évacuation US de Saïgon en 1975 en annonçant : les blairistes évacuent !

This is our Oxy! Certes, et ce sentiment intègre déjà celui de la suite à assurer ; pas seulement célébrer, mais s'organiser!

Les actes politiques et symboliques immédiats après la victoire de Corbyn vont dans le bon sens : reprise du *Red Flag*, le vieil hymne du parti mis au rebut depuis le début des années 1990, et participation de J. Corbyn à la manifestation exigeant l'accueil des réfugiés. 14.500 adhésions ont suivi, dans la journée!

Au-delà, il faut bien mesurer et les spécificités et la portée de ce grand événement pour la lutte

des classes dans le vieux continent.

J. Corbyn n'est ni un *trotsky*, ni un «chantre de la gauche radicale» ainsi qu'on peut le lire chez nos commentateurs en panne d'imagination, surtout quand il s'agit de franchir le Pas-de-Calais. C'est un réformiste honnête et assumé, fidèle à son électorat populaire de la banlieue londonienne d'Islington qui l'élit largement depuis 1983. Son programme se résume dans : arrêter l'austérité, renationaliser le rail et la production d'énergie, restaurer le droit de grève, respecter les libertés civiques, relancer le logement social. Outre son républicanisme, son ancrage dans les positions anti-OTAN et pro-palestiniennes du Labour des années 1970, par rapport auxquelles il n'a pas varié, l'a fait accuser d'être pro-iranien, pro-Hezbollah, et suscite une inquiétude légitime parmi les militants d'Europe orientale qui savent, eux, ce qu'est l'impérialisme poutinien. Mais ses positions, sur ce sujet comme en général sur la question européenne, ne sont pas figées.

Les prises de positions de ses supporters politiques les plus notoires, ces dernières semaines, pour la libération de Sentsov et Koltchenko, sont un indice important de la brèche que peut devenir, en Europe, la gauche britannique ouvrière, par rapport au «campisme» et à l'ignorance affligeante des luttes sociales et nationales à l'Est : son porte-parole et directeur de campagne John Mac-Donnel, le leader du Labour gallois Mick Antoniw, l'animateur du magazine de la gauche syndicale Michael Calterbank, le cinéaste Ken Loach qu'il n'y a pas à présenter, qui n'a pas pu voter pour Corbyn mais qui a fait campagne.

Pour bien se faire comprendre des Français, disons-le : Corbyn n'est pas Mélenchon et la principale différence est à l'avantage du premier, à savoir qu'il ne pensait pas du tout gagner, fut le premier surpris et ne veut rien avoir d'un «chef suprême». Nos amis, les pro-Filoches ne manquent d'ailleurs pas de dire que son élection, c'est un peu comme Gérard Filoché premier secrétaire du PS. Sans doute, un peu. Mais le PS n'est justement pas le Labour : Thatcher puis Blair n'étaient pas parvenus à casser le caractère de parti-société, expression politique des syndicats, qui restait malgré tout celui du Labour. La limite était d'ailleurs atteinte, on était au bord de la fin, quand le basculement s'est produit.

Ce basculement vient des profondeurs de la société britannique. Les vieux travailleurs syndiqués comme la nouvelle jeunesse précarisée et cosmopolite s'y sont joints, avec une force décuplée. Il est entièrement venu d'en bas. Le rapport entre «la base» et les vieilles organisations est des plus volatils. Loin de se résumer à un «retour vers la vieille maison», la victoire de Corbyn exprime cette volatilité. Laquelle s'est aussi manifestée dans le déplacement de la base écossaise du Labour vers les indépendantistes, premier choc majeur.

La première question à laquelle la classe ouvrière britannique est confrontée, c'est de bloquer les lois austéritaires et anti-grèves de Cameron, ce qui conduit à un affrontement avec une grande partie du groupe parlementaire travailliste qui ne veut (surtout) pas de cette bataille.

La victoire de Corbyn intervient en outre au moment précis où le premier ministre unioniste d'Irlande du Nord, Peter Robinson, démissionne au motif que l'IRA serait «de retour», en fait pour appeler à la répression contre Sinn Féin et contre le Social Democratic and Labour Party qui ont été conduits à s'opposer à la transposition des mêmes mesures d'austérité.

A l'échelle de l'Europe, cette percée britannique signifie que ce n'est pas «la gauche» au sens idéologique du terme, dont la dernière mouture s'appelle Syriza et Podemos, mais bien le prolétariat s'organisant, qui porte l'avenir comme les combats immédiats.

Leçon essentielle particulièrement pour la France. A nous de faire maintenant de la France, par l'affrontement social, le second levier du renouveau !

La question politique clef en cette rentrée :

l'indépendance syndicale!

Il se confirme en cette rentrée que c'est en préparant l'affrontement social général et central, avant 2017, que l'on préparera la reconstitution d'une issue politique démocratique, alternative à ce gouvernement et à son président, alternative à la droite et à l'extrême droite, alternative à ce régime.

Quelle ombre de virgule d'esquisse de débouché politique apportent, en effet, les élections régionales fixées les 6 et 13 décembre ? Aucune en l'état actuel. Droite et FN espèrent tirer les marrons du feu offerts par le gouvernement soutenu par le PS. L'ex-Front de gauche se partage en listes PCF, liées par la gestion et la politique commune aux exécutifs PS, et listes communes avec EELV, qui soutient la réforme territoriale et les attaques contre les services publics. Ces élections auront pour fonction de mettre en place la réforme territoriale pour casser l'égalité des droits des citoyens et les services publics, en offrant les Régions aux «Républicains» (UMP) flanqués du FN, tout en faisant du chantage à la menace de droite et d'extrême droite contre l'électorat ouvrier et socialiste, qui majoritairement, n'ira pas voter. C'est tout.

La question *politique* est bien celle d'un mouvement *social* qui affronte ce gouvernement.

La courbe des grèves réelles et disséminées n'a pas faibli. Les luttes des agriculteurs cet été ont d'ailleurs donné l'exemple d'une base déterminée qui, au final, a hué les patrons chefs de la FNSEA à Paris le 3 septembre. Mais les directions syndicales ouvrières ne donnent aucune perspective de généralisation et de centralisation. Est-ce parce qu'elles savent que si elles le faisaient, cela marcherait ? Le 8 octobre est une journée très vague pour le «*partage des ressources*» appelée par la CGT, la FSU et Solidaires, en rupture avec les mots d'ordre du 9 avril contre la loi Macron, le Pacte de responsabilité et la réforme territoriale, même si des sections et unions locales essaieront sans doute d'y apporter un autre contenu.

C'est au niveau sectoriel que des perspectives intersyndicales d'aller de l'avant existent et sont porteuses de généralisation. C'est ainsi que l'intersyndicale dite du second degré, dans l'enseignement, largement majoritaire avec les syndicats de la FSU, de FO, de la CGT, de Solidaires et le SNALC, appelle à nouveau à la grève pour l'abrogation de la «réforme du collège» ce jeudi 17 septembre. Cet appel a toutefois attendu le lendemain de la rentrée des professeurs pour être lancé, ce qui est décisif : une rentrée faite sous l'annonce, évidemment possible et nécessaire dès juin, d'une grève et d'une manifestation nationale centrale avec les parents pour la défense du collège et de l'école, aurait été toute différente. Mais le processus de regroupement et de mobilisation, par en bas, est en train de se reconstituer. C'est ainsi également que dans les hôpitaux, l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires appelle à la grève le jeudi 1^{er} octobre contre l'austérité et les «groupements hospitaliers de territoires» et leurs «projets médicaux partagés» (sic !) visant à regrouper des services et transférer des soins, voire les supprimer.

Ces mobilisations, particulièrement celle des collèges, sont porteuses d'un affrontement central, mais les directions syndicales évitent de fait le plus possible d'aller dans cette direction.

Or, le gouvernement, lui, ne perd pas de temps. Le rapport Combrexelle sur le code du Travail, la campagne grotesque à la Pujadas sur les médias, sur le thème de la «lourdeur» du code du Travail, appuyée par un Robert Badinter en plein déshonneur, les propos de M. Macron, principal ministre du gouvernement Valls, au congrès du MEDEF, indiquent clairement la direction. MM. Valls et Hollande

n'opposent pas de «résistance» à MM. Gattaz, Combrexelle et Macron, mais font mine de résister un tantinet pour suivre la ligne : après avoir nommé la nouvelle ministre du Travail (son prédécesseur ayant choisi prudemment de retourner à Dijon !), ils ont annoncé qu'une loi serait adoptée avant l'été 2016. En dehors, et encore, du seuil de déclenchement des heures supp' à 35 heures, toute la loi, tout le code du Travail serait renvoyé au niveau des branches, sous le nom d' «ordre public conventionnel», et des entreprises, salaire de base, temps partiel et travail de nuit relèveraient des branches ramenées de 750 à une centaine, et au niveau des entreprises, fixant par «accords majoritaires» leur contingent d'heures supplémentaires, la durée des congés payés et la représentation du personnel!

Ce président et ce gouvernement veulent donc, avant 2017, détruire les conquêtes sociales de 1906, 1936, 1945 et 1968, ni plus ni moins. La «hiérarchie des normes» serait inversée : l'accord d'entreprise -la loi du patron- passerait devant l'accord de branche qui passerait devant la loi. Réaction sur toute la ligne. Le maintien du seuil de 35 heures pour le déclenchement des heures supp' devient dans ce cadre une relique que l'on salue, mais que l'on contournera sans difficulté. En fait le renversement de la hiérarchie des normes permet de faire en sorte qu'il n'y ait plus de plancher pour les salaires, plus de plafond pour le temps de travail, et plus de règles contraignantes d'hygiène et de sécurité. Ce n'est plus la loi, ce n'est plus le Code du Travail, qui préservera tout cela, mais le rapport de force, lequel, entreprise par entreprise et même branche par branche, ne jouera pas en faveur des salariés, comme on vient de le voir, comme par hasard à cette date, dans l'entreprise Smart de Hambach, avec le «référendum pour travailler plus» imposant par la contrainte aux salariés de voter Oui - et encore la majeure partie des ouvriers ont voté Non ou refusé de voter!

Selon la CGT, F. Hollande voudrait *«faire de la dérogation la règle»* alors que *«le Code du Travail est le socle minimum des conventions collectives»*... Mais justement il ne le serait plus.

J.C. Mailly déclare pour la CGT-FO: *«Parmi nos lignes rouges, il y a l'inversion de la hiérarchie des normes !»*

Gérard Filoche, spécialiste du droit du Travail et membre du Bureau National du PS, a réagi ainsi à cette annonce: *«Mobilisation, unité, sinon ils casseront, avec Gattaz et Valls, main dans la main, les droits et salaires de millions de salariés, le gouvernement Valls qui veut généraliser ça est une honte pour la gauche, qu'il s'en aille, qu'on le batte, que sa loi contre le travail soit mise en échec unité de toute la gauche et de tous les syndicats, mobilisation ! dans la rue, dans les entreprises.»*

Que dire de plus sinon que c'est aussi Hollande le responsable et coupable, Hollande qui, sciemment, veut rester dans l'histoire à l'égal de Blair, de G. Schröder et sans doute de ... Maggy Thatcher, comme grand destructeur des droits sociaux ? Ce faisant, il organise lui-même avec Valls l'arrivée au pouvoir de Sarkozy-Le Pen sous une forme ou une autre en 2017, et prétend faire accepter sa politique aux gens au motif de cette menace. Ce calcul crapuleux peut et doit être déjoué : **par la grève, la mobilisation, pour défaire cette politique et donc battre gouvernement et président, avant 2017.** C'est la seule voie.

Nous avons vu ce que pensent CGT et CGT-FO des menaces sur le Code du Travail.

Mais alors, pourquoi annoncer, comme vient de le faire J.C. Mailly, que sa confédération se rendra à la «conférence sociale» des 19 et 20 octobre (alors qu'avec la CGT, la FSU et Solidaires, il avait boycotté celle d'août 2015) ? Cette annonce est faite après que J-C Martinez pour la CGT ait annoncé que le boycott n'était pas exclu si la réforme du droit du travail figurait à l'ordre du jour. Selon J-C. Mailly justement elle n'y figurera pas et l'on causera *«COP 21, sécurisation des parcours professionnels et impact du numérique sur la vie au travail»* ... Faut-il rire ou pleurer ? Qui peut croire une seconde que cette rencontre au sommet hautement médiatisée aurait une autre fonction

que lier les confédérations au char de la politique gouvernementale dont la destruction du Code du Travail est désormais l'axe central ?

Les 29 septembre-2 octobre prochains, le congrès de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) aura lieu à Paris. Cette organisation ne provient pas du mouvement syndical, contre les structures internationales duquel elle s'est formée (1), mais des institutions dites européennes, elle vient d'appeler début juillet les Grecs à ne surtout pas voter Non au plan de super-austérité «européenne» que Tsipras a quand même décidé d'appliquer, et son congrès associera es qualité MM. Hollande et Juncker à ses travaux, et moult «commissaires européens» sont annoncés présents du début à la fin du «congrès» (les guillemets s'imposent)! Aucun vote d'orientation n'est évidemment prévu. La CGT française sera représentée par ... 8 délégués. Il est déjà prévu que l'italien Luca Visentini sera élu secrétaire général et que les syndicats français membres seront représentés dans le comité exécutif par Thiébaud Weber, figure montante à la CFDT où il était «en charge des jeunes» après avoir animé la FAGE, Fédération des Associations Générales d'Étudiants, issue des «corpos» qui ont toujours refusé le syndicalisme étudiant et largement pénétré par les partis de droite.

Ainsi donc, en catimini, les dirigeants de la CGT et de FO participent à ce cirque et à la promotion d'un disciple de l'association capital-travail et dirigeant CFDT!

D'ici au 30 septembre, la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, demande aux fédérations de fonctionnaires de signer le «protocole PPCR» (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), à savoir de s'engager à accepter la création de corps de fonctionnaires à cheval sur les trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière), et de généraliser la mobilité géographique et fonctionnelle soi-disant «volontaire» en lien avec la réforme territoriale, et d'intégrer une partie des primes au salaire moyennant la mise en œuvre de la promotion au mérite (c'est le sens du décret sur le «RIFSEEP»: «Régime Indemnitaire Fonctions, Sujétions, Expertise et Engagement Professionnel»), pour avoir l'autorisation de «négocier» ensuite un plat de lentilles salarial.

Ainsi, dans le cadre des lois de Sarkozy sur le «dialogue social»(issues des accords de 2008), il s'agit de mettre fin une fois pour toutes à la possibilité de libres négociations salariales dans la Fonction publique, en associant les syndicats à la mise en œuvre des mesures contre le statut des fonctionnaires et à la réforme territoriale. Notons qu'à ce jour le débat fait rage dans la FSU, qui doit trancher le 16 septembre, qu'une pseudo consultation informatique ouverte aux non syndiqués par certains syndicats de la FSU, sur la base d'une présentation d'où la présentation des dangers statutaires a été délibérément écartée, a donné, avec 12000 votants (contre dix fois plus de syndiqués) un vote pour signer à 45% ... , que de nombreuses UD CGT comme le Puy-de-Dôme appellent à ne pas signer, que l'Union Inter-fédérale des Agents de la Fonction Publique FO a décidé d'attendre fin septembre pour se prononcer, et que Solidaires se prononcera vers le 20 septembre avec, semble-t-il, une position majoritaire pour ne pas signer.

Toutes ces questions sont liées.

Si CGT, FO, FSU et Solidaires ne participent pas à la «conférence sociale», un obstacle à l'action unie pour la défense du Code du Travail sera levé, cette action appelée de ses vœux par G. Filoche.

Si CGT, FO, FSU et Solidaires ne vont pas (ou ne demandent pas à participer alors qu'ils n'en sont pas, dans le cas de la FSU !) à la messe de la CES, c'est un lien organique avec les États et les patrons qui commence à être levé.

Si CGT, FO, FSU et Solidaires ne signent pas le «protocole PPCR», alors est créée la possibilité d'une action unie pour les salaires dans la Fonction publique, impossible autrement.

Ajoutons que de nombreux militants et structures CFDT, UNSA, CFTC ... se rallieraient à l'unité ainsi réalisé sur la base des revendications réelles de l'immense majorité : Code du Travail, sécurité sociale, services publics, CDI, droits sociaux !

La bataille immédiate des militants syndicaux de terrain pour que le protocole PPCR ne soit pas signé dans la fonction publique, pour dénoncer le congrès de la CES, pour que les organisations syndicales n'aillent pas à la conférence sociale des 19-20 octobre, va regrouper des forces appelées à servir directement dans la lutte des classes.

D'ores et déjà, elle entre en résonance avec la montée de la grève, de la discussion et de l'organisation contre la réforme du collège, dans les hôpitaux, et les grèves et mouvements défensifs dans toutes les entreprises.

La question est d'organiser la force politique qui, par en bas, imposera la généralisation et la centralisation des luttes pour affronter et défaire ce gouvernement, maintenant.

Nous donnons connaissance d'initiatives politiques indiquant la direction dans laquelle il nous faut, tous ensemble, aller, qu'il faut unifier et généraliser.

Les «militants communistes libertaires de la CGT» appellent à un rassemblement devant la Maison de la Mutualité, 24 rue St-Victor à Paris (Métro Maubert-Mutualité) le mardi 29 septembre à partir de 8h 30 pour protester contre le congrès de la CES et la participation de la CGT à celui-ci, laquelle participation commence à faire débat dans la confédération, en relation avec les problèmes concrets rencontrés pour unir les forces contre patronat et gouvernement.

Le samedi 26 septembre à 14h 30 à l'Espace Charenton, 327 rue de Charonne Paris, métro Porte de Charenton, toutes les fédérations départementales du POI (Parti Ouvrier Indépendant) de région parisienne sauf Paris et l'Essonne appellent à un meeting internationaliste pour la rupture avec l'Union Européenne.

Il s'agira de l'expression politique publique de la tendance du CCI (Courant Communiste Internationaliste) en cours d'exclusion, autour notamment de Daniel Gluckstein, Olivier Dorianne, Jean-Jacques Marie, Christel Keiser, Jean-Pierre Barrois, pour avoir exigé un débat interne soulevant la question des directions syndicales en tant qu'obstacles politiques à la lutte des travailleurs.

* * *

Chronique de la situation mondiale et européenne.

Le développement durable du capital, c'est la fin de notre monde. Révolution!

50.000 participants dont 25.000 délégués officiels, des ONG subventionnées, des pondeurs d'audits et de notes de synthèses, des religieux, des chefs d'entreprises intéressés par les «labels verts» ou par la spéculation sur les titres de droit à polluer circulant en bourse, des journalistes, des publicitaires, des communicants, des politiciens, tous venant nous exhorter à «changer nos comportement» et déplorer nos «mentalités consuméristes» : d'ores et déjà, le bilan carbone de la «COP 21» s'avère désastreux !

COP 21 signifie 21° «*conference of parties*» signataires de la convention dite de Rio (1992) censée engager à des actions pour réduire la concentration de gaz à effet de serre pour éviter une «*interférence anthropique dangereuse avec le système du climat*». D'ores et déjà, la présidence française fait savoir qu'il ne faut pas s'attendre à de grandes décisions et que ne pas trop en demander est la seule garantie d'avancer pour de bon, ce qui s'appelle le «réalisme» et «l'efficacité».

Pendant ce temps, la vague de chaleur sur l'Asie du Sud a fait des milliers de morts. Le stress hydrique est une cause directe des révolutions, contre-révolutions et guerre civiles dans tout l'arc africain et proche oriental aujourd'hui à feu et à sang, gros propriétaires, multinationales, États accapareurs et parfois colons oppresseurs comme en Cisjordanie, s'accaparant l'eau. Le plus grand phénomène «El Nino» jamais connu serait en train de s'amorcer, mais les scientifiques disent avoir du mal à l'évaluer car la planète a elle-même changé depuis le précédent de 1997-1998, ayant perdu notamment plus d'un million de km² de glaces arctiques et une masse mal évaluée de glaces antarctiques, ce qui modifie l'équilibre général, ou plutôt la dynamique du déséquilibre global. Rappelons qu'en 1997-1998, El Nino avait favorisé la persistance des incendies de forêts tropicales, un phénomène artificiel causé par les multinationales du bois et les pionniers misérables qu'elles exploitent, qui mettent le feu au sous-bois et au sous-sol avec de l'essence: pendant des mois, des années, l'incendie ultra-polluant rampe lentement et rend l'air irrespirable dans les villes du Sud-Est asiatique. Ce drame est précisément en train de recommencer. Au dessus de l'aire pacifique, le réchauffement global de 2 degrés centigrades et plus n'est pas une éventualité à éviter pour la fin du siècle : il est là. Le dégazage du méthane en Sibérie, au Canada, et sous les plates-formes continentales des zones côtières de l'hémisphère Nord, booste le réchauffement, dont la pente générale de progression conduit à une augmentation nettement supérieure au fameux seuil des 2 degrés, et pas pour nos petits-enfants mais pour nos enfants ou pour nous-mêmes.

En France cet été, on a pu constater que désormais canicule et humidité peuvent se combiner, que la nappe d'air chaud et sec peut arriver par l'Atlantique, que les tourbières de la forêt landaise peuvent prendre feu, que glissements de terrains et effondrements dans les Alpes et les Pyrénées ont aussi la même cause globale ...

Mais la COP 21 va prendre des mesures limitées et réalistes et, n'en doutons pas, nous exhorter à changer nos comportements car c'est notre faute après tout, le réchauffement n'est-il pas «anthropique»? Pour aider ce changement des comportements, des pin's obligatoires dans les écoles maternelles «Je suis gentil : je veux sauver la planète» pourraient être distribués à tous les enfants (les collectivités locales en paieraient la livraison massive aux industries chimiques), n'est-ce pas ?

Pathétique spectacle que cette incapacité assumée à éteindre un incendie qui est là tout en faisant la morale au pauvre peuple. Anthropique, certes, le réchauffement l'est bien, mais l'«anthropie», ce sont les sociétés humaines avec leurs contradictions. La contradiction dominante aujourd'hui s'appelle le capital, et les États (avec les ONG qui les prolongent) sont à son service. Le capital doit, sans fin, s'accumuler, sinon c'est la fin pour la mince couche sociale qui bénéficie et organise cette accumulation. Et celle-ci a causé le réchauffement actuel et cause son accélération par la combustion méthodique des hydrocarbures, qui permet de faire remonter les taux de profits. La transition organisée et rapide, urgente, vers des moyens de transports ne reposant pas sur cette combustion, vers un système généralisé de petits barrages et retenues et de panneaux solaires, n'est tout simplement pas possible sous l'égide du capital alors que le bon sens la dicte.

La révolution est une question de bon sens. Être révolutionnaire, c'est cela la modération et la responsabilité. Vouloir reproduire et étendre le système actuel de production et d'échange, c'est là une irresponsabilité d'incendiaires criminels.

Juillet-août 2015: sur fond de crise globale de la biosphère causée par l'accumulation du capital, les deux faits majeurs auront été le tremblement de terre économique lié à la Chine et l'approfondissement rapide de l'affrontement social au Proche-Orient, avec déjà ses répercussions directes en Europe.

Portée immédiate et sens historique du krach chinois

Le krach chinois s'est confirmé, et lorsqu'il s'est avéré qu'une série de dévaluations paniquardes de sa monnaie, chacune annoncée comme la dernière mais suivie d'une autre le lendemain, ne l'enrayait pas, les bourses du monde entier ont plongé. Une remontée partielle s'en est suivie et la machine à «rassurer les marchés» et empêcher les gens de comprendre s'est remise en marche, nous expliquant qu'après tout il ne s'est rien passé de grave, sauf peut-être pour les Chinois ...

Les indices boursiers pour autant ne sont pas revenus à leurs niveaux d'avant le krach de Shanghai, qui s'avère bien avoir été le deuxième événement financier mondial majeur depuis le krach de la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. «*La croissance mondiale déçoit*», disent les commentateurs de la presse économique. Et elle déçoit dans tous ses foyers - États-Unis, Europe, Chine, sans parler du Brésil ou de la Russie ...

L'une des raisons de la peur des capitalistes spéculateurs en bourse est que le mythe de la direction infallible des despotes éclairés du Parti Capitaliste Chinois, que certains appellent encore Communiste, a pris un grand coup cet été. Or, cette incertitude dans la «gouvernance» se centre maintenant, en ce début septembre 2015, sur la Fed (la banque centrale US): que va faire son comité directeur les 16 et 17 septembre prochains ? S'il relève ses taux, comme «objectivement» il devrait le faire, il va engendrer des mouvements de capitaux mondiaux massifs et dangereux. S'il ne le fait pas, il avoue son incapacité à changer de politique et risque de produire le même résultat. Le mieux serait de se faire oublier, mais c'est impossible. Ainsi se révèle le point critique qui approche pour les banques centrales, et les États auxquels elles sont adossées, qui soutiennent le système mondial du crédit, qui devrait être en faillite selon les critères comptables exigés de tout petit entrepreneur ...

Le krach chinois, suivi d'ailleurs, quel symbole, d'explosions chimiques et de pollutions gravissimes dans le port de Tianjin, a aussi d'une certaine façon la signification d'un court-circuit. Que le monde ait tremblé après un éternuement de la bourse de Shanghai en juillet-août 2015 comme il l'avait fait après celui de Wall Street en octobre 1929 pourrait être le signe du centrage de l'économie mondiale sur un nouveau pôle dominant. Une certaine logique «naturelle», par analogie avec l'histoire du capitalisme, pourrait inciter à cette conclusion. Mais ce n'est pas le cas. L'impérialisme nord-américain reste, par défaut et avec un coût croissant pour lui-même, au cœur du système mondial, et l'impérialisme chinois, en train de griller par anticipation, ne prend pas et ne peut pas prendre le relais. Nous n'assistons pas à la translation géopolitique rêvée par les uns ou crainte par les autres, mais à l'impasse du mode de production capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, au niveau mondial.

Notre blog : <https://aplutsoc.wordpress.com/>

Révolution ou barbarie au Proche-Orient

La période ouverte par les révolutions arabes de 2011 arrive à un nouveau tournant. Ben Ali et Moubarak ont été renversés par les peuples, Kadhafi aussi mais une intervention impérialiste est venue confisquer ce résultat, et Bachar el Assad armé par l'impérialisme russe et par l'Iran et dénoncé seulement verbalement par les impérialismes occidentaux et par Israël, s'est maintenu sur un fleuve de sang, sans que l'insurrection initiale ne prenne fin.

La contre-révolution a, un temps, pris le visage des Frères Musulmans et Washington aurait bien aimé qu'ils puissent passer un pacte avec les anciennes oligarchies militaires pour que tout change sans que rien ne change, mais en Égypte la plus grande vague de manifestations jamais vue dans l'histoire tout court en a décidé autrement (été 2013), conduisant également à leur chute en Tunisie où l'État répressif et corrompu cherche aussi à se reconsolider.

La confiscation de la victoire révolutionnaire du peuple égyptien, chassant Morsi après avoir chassé Moubarak, par la dictature sanglante du général al Sissi, porta un coup d'arrêt à la mobilisation populaire et ouvrière. A ce stade (août-septembre 2013), il y eut une velléité de l'impérialisme US flanqué, en poisson-pilote, de l'impérialisme français, d'intervenir en Syrie où perdurait la guerre civile, velléité abandonnée en catastrophe par la présidence nord-américaine, soulignant l'incapacité croissante de l'impérialisme n°1 à assumer son «leadership».

Les États-Unis nouèrent alors ouvertement une alliance avec la République islamique d'Iran (sans le dire ainsi, naturellement, et avec des contradictions, mais dès l'automne 2013 les choses étaient claires), l'Iran, où la révolution avait été contenue en 2009, apparaissant comme le pilier de l'ordre social dans la région. Alliance de fait dirigée notamment contre le peuple syrien, et potentiellement contre les peuples kurde et irakien.

L'Arabie saoudite, qui avait soutenu al Sissi en Égypte, réagit, avec le Qatar et la Turquie, par un soutien masqué mais notoire aux «nouveaux» islamistes de Daesh, groupant des tribus sunnites et des reliquats de l'appareil d'État baathiste en Irak puis passant à l'offensive en Syrie, non pas contre Bachar el Assad mais contre l'insurrection syrienne ainsi prise en tenaille. Avec Daesh s'affirmait un «nouveau» visage de la contre-révolution, particulièrement répugnant, celui de la terreur de masse contre les femmes et les non-sunnites.

Pour les puissances impérialistes, cela avait pu avoir son utilité au départ mais cela allait trop loin, mettant en cause les frontières de 1918 au nom du «califat». Une intervention était proclamée, d'un nouveau type : une sorte d'intervention permanente et «hybride», qui ne vise pas, contrairement aux discours, à éradiquer Daesh, mais à en tirer parti et à l'endiguer le cas échéant. L'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, tout en continuant à financer Daesh, y prirent officiellement part.

Au printemps 2015 l'Arabie saoudite forçait le soutien US pour une invasion du Yémen dans lequel elle s'enlise depuis.

Sous les visages des tortionnaires de Bachar el Assad, des tortionnaires de Daesh, des tortionnaires d'al Sissi, de la torture collective infligée à la population de Gaza, et des crimes contre l'humanité commis au Yémen par la coalition saoudienne, la contre-révolution aux visages divers mais tout de même ressemblants, semblait aller de l'avant.

Mais le Proche-Orient est en train de relancer, à un niveau supérieur, le carburant des révolutions arabes de 2011. Le désespoir peut être un moteur, quand on a rien à perdre, on va de l'avant. Qu'est-ce qui fait tenir l'insurrection syrienne à Alep ou Deraa depuis maintenant 4 années terribles

sinon la conscience que de toute façon c'est le combat ou la mort atroce et donc qu'il n'est d'autre choix que le combat ?

Depuis un an et demi, les foyers révolutionnaires se sont multipliés à l'encontre de tous les visages hideux et multiples de la contre-révolution.

Ce fut d'abord la **nation kurde** contre Daesh, le premier et le seul obstacle véritable rencontré par ces bandes surarmées, en Irak et en Syrie, avec le point de fixation de Kobane, le rôle des milices et des militants du parti nationaliste historique des Kurdes de Turquie et d'Irak, le PKK et le PYD, et le symbole émancipateur des milices féminines armées affrontant les islamistes, milices de femmes kurdes et, plus récemment, de femmes Yézidis dont le mot d'ordre est celui de l'humanité insurgée : «Ils nous violent, on les tue». Oui, ce mot d'ordre est humain : contre la barbarie fasciste, l'autodéfense humaine est le premier acte de la reconstruction, et quand une région entière touche le fond de la barbarie, par l'action des puissances impérialistes, des dictatures militaires et de la réaction religieuse, c'est la résurrection humaine, qui ouvre la voie à la révolution, qui se dresse car il n'y a plus le choix.

C'est pourquoi le Proche Orient est un foyer d'espoir, oui, d'espoir !

D'abord, les Kurdes, et les milices du PKK et du PYD au cœur de leur combat, cela quel que soit l'appréciation que l'on peut avoir des directions de ces partis. Contre le visage contre-révolutionnaire d'un «califat» s'est redessiné celui d'une nation émancipée et réunifiée, la nation kurde.

Contre les Kurdes, le régime d'Erdogan a entrepris de liquider les libertés démocratiques en Turquie. Avec des élections libres, Erdogan à terme est condamné. Conjuguant le soutien de l'appareil d'État kémaliste et des islamistes, ébranlé par le rôle moteur de la résistance kurde à Daesh et la percée électorale du HDP, le régime turc, avec le soutien actif des impérialisme US et français, s'est engagé dans une fuite en avant meurtrière, ses bandes de nervis incendiant les locaux du HDP, attaquant les Halévis. L'attentat de Suruk, attribué à Daesh, ce qui est possible et ne ferait que souligner la continuité qui va des «organes» turcs au «califat», a donné le signal d'une guerre civile contre-révolutionnaire préventive en Turquie. Ce n'est pas un signe de force : Erdogan a très peur de son propre peuple et du proche avenir. Cizre, une ville de 130.000 habitants, est à l'heure où sont écrites ces lignes bombardée par l'armée turque.

Erdogan peut sans doute réussir son coup d'État, mais dans ce cas, il pose des bombes sous ses propres pieds. La logique répressive de l'État turc le conduit à attaquer toute la nation kurde, à intervenir en Irak et à unifier les Kurdes contre lui. Elle le conduit aussi à créer, en Syrie puis en Irak, des «zones tampon» et autres zones occupées, singeant l'expansion ottomane et achevant le reniement total des aspirations nationales turques qu'avait commencé à opérer, en son temps, le soi-disant père de la nation Mustapha Kemal.

Mais les Kurdes ne sont pas seuls. La résistance syrienne issue de l'insurrection syrienne initiale, malgré toutes les contradictions et toutes les tentatives de récupération, malgré surtout la plus formidable répression de masse que l'on puisse envisager, est toujours une donnée bien présente et bien réelle. Et l'État de Bachar el Assad implose peu à peu, miné par les désertions et le ras-le-bol des populations alaouites, chrétiennes et druzes dont il se prétend le protecteur.

Surtout, depuis cet été, les masses déferlent à Bagdad, Bassorah et les grandes villes d'Irak, en des manifestations de centaines de milliers contre la corruption, pour la démocratie, et pour la laïcité: «**Ni État sunnite, ni État chiite, État laïque**», tel est en effet l'un des principaux mots d'ordre, un mot d'ordre révolutionnaire qui exclut la domination par les uns ou par les autres, le

protectorat états-unien comme le protectorat iranien ou le mélange des deux, qui affirme que ce ne sont pas les milices chiïtes ni les drones impérialistes qui peuvent et qui doivent écraser Daesh mais le peuple lui-même et nul autre.

Et ce n'est pas tout. **Au Liban**, où se trouve proportionnellement à la population le plus grand nombre de réfugiés syriens, le fait que les ordures, au cœur de l'été, n'étaient plus ramassées, a produit des manifestations. Les ordures n'étaient pas ramassées en raison de la guerre entre entreprises mafieuses sur le partage du marché, toutes liées à telle ou telle vieille famille gouvernementale, des Hariri aux Joumblat. La répression violente des premières manifestations en a fait une déferlante de masse. «*Les ordures, c'est vous*»; «*A bas la corruption*»; «*A bas l'État confessionnel*», qui partage le peuple en «communautés» et les profits de la corruption entre chefs claniques des «communautés».

Et, bien entendu: ***Ach-chaab yourid isqât al-nizâm ! «Le peuple veut la chute du régime»***, crié également à Bagdad : le slogan des révolutions arabes..

En novembre 1918, écrivait Rosa Luxemburg, *l'Achéron s'est mis en mouvement*. L'Achéron prolétarien n'a pas été détruit par les pires répressions. **En Égypte aussi**, ce foyer essentiel, il est toujours là : la grève de la fonction publique de ce 12 septembre, la poursuite et la reprise des grèves ouvrières, sont là et bien là, malgré les arrestations puisque le syndicalisme indépendant et l'action gréviste feraient soi-disant le jeu des «islamistes», un argument qui tombe d'autant plus à plat que les grévistes et les sections syndicales en lutte ont été aux premiers rangs de la chute de Morsi voici deux ans.

Alors, Daesh décapite et détruit l'histoire humaine de cette région qui en est un berceau ; Assad torture encore et toujours ; la monarchie saoudienne bombarde le Yémen ; et Erdogan transforme la Turquie en une dictature fascisante, mais sans large base de masse : contre eux se lèvent les Kurdes, les femmes, les manifestants de Bagdad et de Beyrouth et les grévistes du Caire. L'Achéron est toujours en mouvement. Ce dont ont besoin les peuples du Proche-Orient, y compris le peuple palestinien, ce n'est ni de compassion, ni d'interventions, mais de solidarité internationaliste avec leurs combats, dont nous avons à apprendre.

Cette persistance, ce retour, des forces révolutionnaires de celles et de ceux d'en bas, inquiète au plus haut point les grands de ce monde. Ils veulent intervenir mais, comme ils l'ont déjà fait, massivement, et se sont embourbés, ils sont aussi embêtés qu'une banque centrale devant choisir si elle monte ou si elle baisse ses taux ! L'impérialisme russe a choisi de laisser filtrer le secret de Polichinelle de son intervention aux côtés du régime capitaliste tortionnaire de El Assad. L'impérialisme français annonce qu'il opère des «vols de reconnaissance». L'impérialisme britannique fait savoir qu'il est intervenu «discrètement» pour éviter un assassinat de la reine d'Angleterre opéré depuis le territoire syrien ...

Aucun n'est jamais intervenu et n'interviendra jamais pour la liberté des peuples, pour éviter les viols, tortures et destructions.

Les troupes US, russes, françaises n'ont rien à faire au Proche-Orient.

Place aux peuples, qui sont en mouvement !

Aylan Kurdi, Khaled al Assaad, Ekin Wan

Ce mouvement des peuples vient d'ailleurs d'ébranler l'Europe forteresse, qui a dû avouer l'impossibilité d'être une forteresse. La crise des réfugiés en Europe mérite d'être analysée pour ce qu'elle est réellement. Il est trop superficiel de croire que c'est un choc médiatique et émotionnel dû à une photo de plus, mais qui montrait un petit garçon mort, qui a déclenché le discours général soudain sur «l'accueil des réfugiés».

Ce petit garçon s'appelait **Aylan Kurdi**. Une grande partie de «l'opinion publique» occidentale, ainsi que des couches militantes, pense que tout réfugié syrien fuit «les islamistes», et, en complément de cette erreur, le Front National ou les flics hongrois font quant à eux croire que ce sont des «islamistes qui viennent nous envahir». L'argument stupide du Front National étant que ce sont surtout des jeunes hommes, des garçons, qui émigrent, un fait qui est commun à toutes les grandes vagues de réfugiés, que ce soient les Irlandais fuyant la famine provoquée par les grands propriétaires britanniques en 1848 ou les Hongrois fuyant les chars russes en 1956 - la précédente plus grande vague de réfugiés en Europe.

La famille d'Aylan Kurdi, kurde, fuyait les bombardements et les tortures de Bachar el Assad sur leur ville d'Alep. Son père aurait eu les dents arrachées par les nervis d'Assad. Ayant perdu les siens, il est retourné dans la ville d'origine de sa famille, refusant l'asile soudain accordé par le Canada suite à la médiatisation de la photographie de son enfant, mort. Cette ville est Kobane, et il a déclaré vouloir maintenant y rester.

A la mémoire d'Aylan Kurdi, qui ne s'est pas noyé mais qui a bien été assassiné par le régime syrien et par les obstacles mis par la Turquie et par l'Occident à l'accueil des réfugiés, joignons, au nom de toutes les victimes des barbaries impérialiste, militaire et islamiste, les noms de **Khaled al-Assaad**, archéologue syrien de Palmyre, assassiné avec l'héritage culturel dont il fut jusqu'au bout le défenseur par les nervis de l'«État islamique», et de **Ekin Wan**, combattante nationale kurde, torturée et assassinée, exposée nue et photographiée ensanglantée par les militaires turcs, dignes émules (ou inspireurs?) de Daesh, une armée membre de l'OTAN qui selon François Hollande «combat le terrorisme», dans la ville kurde de Varto, à l'Ouest du lac de Van.

Unité avec le combat des réfugiés pour imposer le droit d'asile, à la vie, au travail, au logement!

Alors bien sûr des millions de réfugiés fuient. Mais l'événement majeur qui s'est produit en Europe, disions-nous, ne consiste pas dans un élan de compassion d'origine médiatique. Ceci, ce n'est que la surface des choses. Ce qui s'est passé, c'est que les réfugiés ont combattu. Ils ont affronté la police grecque dans l'île de Kos - la police grecque de Tsipras, le croupion de l'eurozone, infiltrée par Aube dorée. Ils ont combattu en Macédoine. Ils ont attaqué le mur d'Orban en Hongrie, ce petit aspirant Bonaparte qui, 26 ans après que le peuple hongrois ait imposé l'ouverture du «rideau de fer», tente d'en forger un autre, et derrière ce mur ils n'ont pas rencontré que des flics odieux et des racistes, mais aussi des gens venus les aider. Ils ont manifesté dans la gare de Budapest. A Vienne, à Munich, à Berlin, et maintenant en France, des manifestations ont éclaté sous le mot d'ordre humain : *Welcome!, Bienvenue aux réfugiés.*

Oui, empathie humaine, mais il ne s'agit pas de charité, il s'agit de soutenir leur combat, de

fusionner nos combats !

La révolution syrienne invaincue est arrivée avec eux en Europe. Honneur et merci au peuple syrien. Oui, il faut tous les accueillir, et avec un droit au travail immédiat et des salaires corrects, bloquant toute organisation de la concurrence entre travailleurs, oui, il y a un parc immobilier et des appartements riches inoccupés, voués à la spéculation, qui permettent de les loger. Non, il ne faut pas de quotas ! (1)

La traînée des réfugiés syriens de Kos à la Macédoine et de la Macédoine à Vienne, Munich et Berlin, de fuite éperdue, est aussi devenue une marche en avant, et cela c'est un événement majeur. Jusque dans sa fuite devant la mort le peuple syrien apporte avec lui l'espoir en Europe ! La marche, la manifestation, d'un peuple acculé porte notre avenir commun : la lutte.

(1) Selon RESF (Réseau Éducation Sans Frontières) sur 60.000 demandes d'asile politique en moyenne ces dernières années en France, 56.000 sont rejetées et 14.000 acceptées. Or, François Hollande vient d'annoncer que la France allait « prendre sa part » des réfugiés syriens, en accueillant 28.000 personnes en deux ans. Faites le calcul : il a dit quoi, en fait ? ...

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.